

Le sens de la réconciliation franco-allemande.

On est en train de donner à la réconciliation franco-allemande une nouvelle solennité et personne n'y objectera. Mais cet acte peut revêtir plusieurs sens dans l'esprit de ceux qui s'en félicitent. Ce peut être une profession de foi humaine dans la paix retrouvée entre deux peuples longtemps divisés par la haine. Ce peut être reconnaître la nécessité pour deux nations voisines, mutilées et amoindries de s'unir pour résister dans un monde bouleversé, à de nouvelles menaces. Pour d'autres, il s'agit d'un rapprochement économique qu'impose l'énorme accroissement des échanges entre deux Etats dont les productions se complètent et pourraient se développer davantage.

Mais il y a aussi une raison politique, c'est-à-dire la consécration d'une alliance ou plutôt d'un renversement d'alliance selon la formule classique, dictée par le rapport des forces dans le monde actuel et peut-être par de nouvelles ambitions assorties de plans militaires appropriés. Cette énumération suffit à montrer les amers pensées sous ce geste historique et les équivoques qu'on aura soin d'entretenir.

Les obstacles à l'entrée de l'Angleterre dans le Marché Commun.

C'est d'ailleurs ce que révèlent les polémiques récentes autour de l'adhésion de l'Angleterre au Marché Commun. Dans une interview, le Chancelier Adenauer n'a pas caché que s'il était favorable à l'entrée de l'Angleterre dans la Communauté européenne économique, il l'était moins à sa participation à une éventuelle union politique et de son côté, M. Couve de Murville a déclaré que les motifs de l'Angleterre pour demander son adhésion étaient plus politiques qu'économiques.

Il est certain que ce que redoutent les diplomates français et allemands, c'est que l'Angleterre en s'insérant dans les affaires du Continent, ne paralyse leurs efforts pour constituer une force indépendante en face des autres blocs.

C'est en effet une pensée que le passé justifie : l'Angleterre hostile à toute puissance continentale qu'elle ne puisse contrôler, l'Angleterre aussi élément de faiblesse dans toute coalition, faiblesse qui a grandement contribué au déclenchement des deux guerres mondiales : en 1914 en ne garantissant pas formellement la neutralité belge ; en 1936 en laissant Hitler occuper militairement la rive gauche du Rhin, faiblesse qui d'ailleurs se perpétue dans l'affaire de Berlin, Londres cherchant toujours le compromis qui loin d'apaiser l'agresseur, l'encourage à exiger davantage.

Il est donc normal que de vieux politiciens instruits par l'histoire se défient d'une collaboration étroite avec l'insulaire anglais. Ce n'est pas nous qui leur donnerons tort.

Les temps nouveaux.

Il faut cependant reconnaître que les temps ont changé : une alliance franco-allemande qui jadis aurait pu assurer la paix du monde en est bien incapable aujourd'hui, même avec l'appui, d'ailleurs problématique, des autres pays libres du continent. Elle n'a pas et n'aura plus jamais les moyens militaires suffisants. Les aurait-elles, au surplus, qu'elle ne pourrait plus les utiliser faute d'arrière et d'espace.

Malgré tous ses inconvénients, la solidarité totale du monde libre est aujourd'hui indispensable et toutes les manifestations d'indépendance de certains membres ne font que l'affaiblir et faire le jeu de ceux qui le cherchent. La stratégie, comme la politique, qui lui est subordonnée, ne peut être que globale. C'est ce que beaucoup pensent en France et plus encore en Allemagne. La réconciliation franco-allemande doit être un acte de foi et de charité, d'intérêt bien compris aussi, non une machination politique.

Toujours l'Angleterre et le Marché Commun.

Les derniers incidents auxquels nous nous référons plus haut, ont fortifié en Angleterre les adversaires du Marché Commun dans leur opposition. A notre avis, si l'on s'en tient à l'aspect purement économique du problème, l'importance de la question pour l'Angleterre est très exagérée. Si l'Angleterre adhérerait au Marché Commun, on s'apercevrait vite qu'il n'y a pas grand chose de changé. Les industries britanniques continueraient à accroître leurs échanges avec les Six, ni plus ni moins qu'elles ne le font déjà. Les défauts économiques de l'Angleterre demeureraient parce qu'ils sont structurels et n'évoluent pas rapidement.

Les Six ont conclu au prix de mille difficultés un accord entre leurs agricultures. A l'usage, on constate que cela n'a apporté aucune modification, si légère soit-elle aux échanges antérieurs. Si dans l'avenir par suite de situations imprévues, ces accords devaient jouer il est probable que sans eux les transformations dans les transactions se seraient produites aussi bien. Le succès du Marché Commun est bien plus le fait des circonstances et aussi de l'esprit de coopération des entreprises privées, que de textes législatifs, ou de rajustements douaniers.

La conférence à Moscou des économistes marxistes.

Cependant l'expansion économique de l'Europe des Six qu'elle ait été déterminée ou non par l'institution du Marché Commun alarme les Soviétiques. Une centaine d'économistes marxistes venus de 23 pays, sont réunis à Moscou pour discuter de ce qu'ils appellent le « capitalisme d'Etat monopolistique ». Nous nous sommes demandés si nous avions bien lu, car ce qu'ils appellent ainsi, ce n'est pas leur système qui répond exactement à la définition, mais bien le nôtre.

Ce qui ressort des débats, c'est que les congressistes ont conscience du progrès considérable du niveau de vie des peuples occidentaux rassemblés dans le Marché Commun en regard de la stagnation des leurs et aussi des maigres résultats de leur marché commun, le Comecon, fondé il y a neuf ans, et qui s'est embourbé par la faute des nationalismes autarchiques des pays satellites et des exigences centralisatrices de l'U.R.S.S. Ce sont une fois de plus les délégués du P.C. italien qui ont mis le désarroi dans l'assemblée. Ils ont affirmé que la production en Italie, depuis 1957, avait augmenté de 46 % et que si les progrès ont commencé avant le Marché Commun, il n'était pas douteux que celui-ci y avait contribué, que, d'autre part, il n'était pas exact qu'il constituât une répartition du marché capitaliste mondial et une source de divisions et de conflits comme le soutiennent les économistes soviétiques.

Sans doute, dans certains secteurs, ont-ils admis que cette intégration avait fait apparaître des tensions et aggravé des crises structurelles, mais dans l'ensemble, elle a favorisé une expansion productive de remarquable ampleur. Il serait dangereux pour les communistes de demander la dissolution du Marché Commun, car il correspond à une exigence réelle imposée par le développement des forces productives. Il faut, au contraire, mobiliser les partis communistes du Marché Commun pour obtenir une évolution « démocratique » de la Communauté et agir sur les pays non engagés pour assurer le développement de la libération des échanges dans le commerce mondial tout entier.

Nous avons cru bon de traduire dans leur propre vocabulaire les traits essentiels du rapport italien, car il marque bien la crise idéologique qui affecte la pensée marxiste-léniniste qui, pour la première fois, se voit contrainte de mettre en

doute, pour l'économie, les dogmes établis. Ce n'est d'ailleurs pas dans ce domaine seul que la révision des idées reçues se développe. Pour la physique, le savant Kapitza n'avait pas hésité à dire que les succès de la science soviétique n'auraient pu être réalisés, si l'on s'en était tenu aux principes marxistes. Pour la médecine, les arts plastiques, la littérature, les critiques se sont fait jour. Le scepticisme gagne de proche en proche. Quand une doctrine ne veut connaître que les faits, il est normal que tôt ou tard, les faits la démentent.

CRITON.